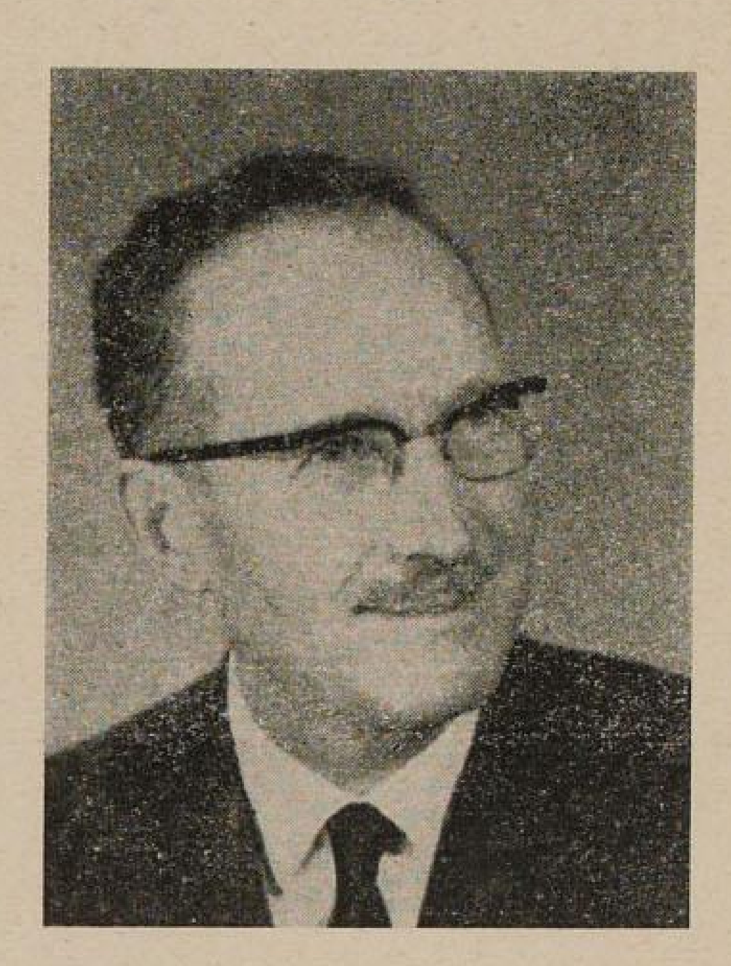
ÉLECTIONS LÉGISLATIVES du 5 Mars 1967

ÉLECTEURS, ÉLECTRICES,



Elu sans interruption pendant plus de vingt ans, j'ai rempli mon mandat de Député de l'Orne, sans qu'il ait jamais été source de profits ou d'honneurs personnels.

A la disposition de tous ceux qui ont eu des démarches administratives difficiles, j'ai agi et suis toujours intervenu pour que justice soit rendue.

Ce n'est pas par hostilité que j'ai refusé l'investiture du parti "Ve République", mais pour garder mon entière liberté.

Avec tous les Français, je refuse un retour au passé : la stabilité politique est garantie par la Constitution que j'ai votée avec vous.

Je suis d'accord avec le gouvernement sur l'essentiel de sa **politique extérieure,** notamment,

pour la détente Est-Ouest et un désengagement des blocs,
pour une Europe unie non limitée aux six et largement ouverte.

Je souhaite que le Marché Commun soit le point de départ d'une organisation politique du type fédéral permettant d'accueillir un jour la Grande-Bretagne.

Dans son action pour la Paix, notre Pays se grandirait en proposant une trêve dans la course aux armements en acceptant pour la France de limiter le nombre de ses bombes et de ses engins et en soutenant une autorité internationale qui ne soit pas le monopole des deux grandes puissances mondiales.

En **politique intérieure,** j'estime qu'une majorité inconditionnelle laisserait de plus en plus le pouvoir entre les mains d'un groupe dont la puissance financière et les moyens de propagande sont immenses. L'expérience prouve que le parti unique, quel qu'il soit, a toujours mené à une dictature.

— Le problème le plus important de 1967, est celui de l'emploi : ses conditions, sa sécurité déterminent le niveau de vie de la population tant urbaine que rurale.

— L'agriculture dans l'Orne est inquiète de certaines réformes de structures qu'on lui promet et des lois qui ne s'appliquent qu'à quelques-uns ; elle craint que, faute de reclassement, de petits exploitants ne se transforment en chômeurs, elle exige que l'exploitation familiale viable ne soit pas défavorisée dans sa modernisation par rapport à une agriculture de type industriel.

Les emplois dans les industries du département ne suivent pas la démographie. La politique dite de stabilisation **et l'accroissement ruineux de la région parisienne** ont stoppé pratiquement les décentralisations.

Les commerçants et les artisans voient dans l'augmentation des forfaits et dans l'extension de la taxe à la valeur ajoutée une menace pour leur existence et une faveur donnée aux concentrations commerciales.

Devant toutes ces difficultés, il faut **une politique nouvelle et dynamique :**

1° — une expansion régionale vivante offrant aux jeunes les emplois nécessaires ;
2° — un financement accru des équipements collectifs par la création d'une Caisse Régionale d'Investissement ;
3° — la relance active de la décentralisation vers les villes et les centres ruraux de la circonscription et l'application intégrale des avantages financiers au développement des industries existantes ;
4° — des prix stables et rentables en agriculture par la recherche constante des débouchés nouveaux ;
5° — des crédits d'investissements ruraux : voirie, eau, électricité, téléphone, habitat ;
6° — une recherche scientifique appliquée à la réalisation des besoins prioritaires de la population.

Il faut en même temps une politique de progrès social.

Que le S. M. I. G. réajusté remplisse son rôle de garantie sociale minimum avec suppression des abattements de zones.

Que les salaires suivent la productivité et qu'une promotion sociale permette sur place aux ouvriers qualifiés de gravir les échelons de l'entreprise.

Que la protection des ouvriers qui assument une responsabilité syndicale soit assurée, - et que les victimes du travail soient équitablement indemnisées et pensionnées.

Il faut manifester concrètement la reconnaissance de la nation envers les Anciens Combattants, les Victimes de guerre et accorder la carte d'A. C. aux Anciens d'Algérie.

Il faut assurer aux personnes âgées beaucoup plus que la retraite minimum actuellement accordée et parvenir par étapes à son attribution à partir de l'âge de 60 ans.

Il faut enfin revaloriser les prestations familiales et offrir réellement aux Mères, le libre choix entre le travail à l'extérieur et la présence souvent indispensable au foyer ; - dans le même esprit, permettre aux veuves d'élever leurs enfants par l'allocation-orphelin.

Le problème du LOGEMENT

Il faut développer le logement social H. L. M. locatifs dans les villes et principales bourgades à la mesure des besoins.

Il est aussi indispensable de donner à nouveau à tous ceux qui le désirent la possibilité de construction de leur habitation familiale en accession à la propriété telle qu'elle est réclamée par plus de 60 % des familles.

Dans ce but il faut d'urgence abroger le décret qui interdisait de construire avec une aide quelconque de l'Etat dans un rayon de 15 kms en dehors des zones à urbaniser car c'est une atteinte à la liberté individuelle et familiale.

ENSEIGNEMENT

Une jeunesse nombreuse et avide de savoir, reste désemparée devant l'incohérence des réformes scolaires successives et l'insuffisance notoire des moyens d'application.

Il faut :

Poursuivre - **dans le maintien de la liberté** - la démocratisation de l'enseignement, en accentuant sa décentralisation.

Maintenir ou créer un groupe d'orientation scolaire dans toutes les communes rurales de moyenne importance.

Implanter au moins deux lycées techniques dans chaque arrondissement.

Créer de nouveaux postes d'orienteurs et de psychologues spécialisés au niveau de chaque lycée au service des enseignants et des familles qui doivent collaborer étroitement dans ce domaine.

Créer de nouvelles classes spécialisées pour les enfants retardés.

CULTURE

J'ai voté la 2e loi programme qui prévoit l'intensification indispensable de l'équipement sportif et culturel.

Notre circonscription se doit de réaliser rapidement un programme complet couvrant les besoins des communes et ceux des établissements d'éducation.

L'avenir de la France est dans sa jeunesse. Il n'y aura jamais rien de trop pour l'y préparer.

J'ai consacré l'essentiel de ma vie active,

— au service du pays,
— au service de la région,
— au service de tous ceux qui se sont adressés à moi quelles que soient leurs opinions.

Vivant au milieu de vous, je connais vos préoccupations.
J'ai confiance dans votre choix.

VIVE LA FRANCE, VIVE LA RÉPUBLIQUE

Emile HALBOUT

Conseiller Général de l'Orne
Maire de La Lande-Patry
Député sortant

Candidat Centre Démocrate

Remplaçant éventuel : **Henri BURON,** Conseiller Général de l'Orne, Maire de La Ferrière-aux-Etangs.

IMPRIMERIE CATHOLIQUE - FLERS